



Mémoire de la Ville de Lévis

Présenté dans le cadre des consultations publiques
Pour la révision de la Loi sur les biens culturels

Mars 2008

Révision de la Loi sur les biens culturels

Notes liminaires

Ce mémoire a été rédigé conjointement par les directions de l'Urbanisme et des arrondissements et de la Vie communautaire. Il a été entériné par le Comité exécutif lors de la séance du 1^{er} avril 2008.

La Ville tient tout d'abord à remercier la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Madame Christine St-Pierre, ainsi que les membres du comité d'orientation externe pour toute l'initiative et le travail réalisé en regard de la révision de la Loi sur les biens culturels.

D'emblée, précisons que, en tant qu'entité urbaine, l'expérience de la Loi sur les biens culturels acquise au fil des dernières décennies nous permet d'avoir une réflexion bien entamée sur la protection et la gestion du patrimoine immobilier. Étant donné la nouvelle proposition de partage des responsabilités avec les municipalités pour protéger le patrimoine mobilier, paysager et immatériel, il importe de préciser que la réflexion entourant ces nouvelles dimensions est moins poussée puisque l'expérience ne précède pas.

Tous s'entendent sur le fait que la Loi sur les biens culturels limite sa portée à l'immobilier et le mobilier et que son ouverture sur d'autres réalités identitaires est aujourd'hui nécessaire. Mais, il faut aussi être conscient qu'entre le mobilier, qui s'apparente davantage aux disciplines muséologique et documentaire, l'immobilier, pour sa part, s'impose dans un cadre principalement urbanistique. Quant au domaine immatériel et paysager, il y aura nécessité de recourir à un large spectre d'expertises au sein des municipalités et du gouvernement.

À ce propos, soulignons que la Ville de Lévis a depuis longtemps identifié l'importance de regrouper différentes expertises afin de traiter de la question du patrimoine. En effet, étant donné que la notion de patrimoine est imposante et les différentes actions permettant d'en développer tout le potentiel sont variées (planification, recherche, protection, mise en valeur, diffusion), la Ville de Lévis a formé, il y a trois ans, une équipe interdisciplinaire chargée de veiller à la protection et à la mise en valeur du patrimoine dans une vision globale de développement. Cette équipe qui regroupe des employés professionnels et des gestionnaires du Service des arts et de la culture et du Service du patrimoine et soutien à l'urbanisme, s'adjoit d'autres expertises au besoin. Ce sont donc les membres de cette équipe qui se sont chargés de la réflexion et de la rédaction de ce mémoire.

1. Objectifs, définition et principes

La définition du patrimoine culturel

La notion de patrimoine élargie est définitivement plus englobante que celle comprise dans la Loi sur les biens culturels. De ce fait, elle correspond bien à l'évolution de la réalité actuelle et la compréhension de nos valeurs identitaires. **Il nous semble toutefois que la notion de patrimoine immatériel doit être mieux définie.** À cet égard, la Ville de Lévis suggère de retenir la définition contenue dans la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

Nous sommes également d'avis que l'actuelle définition du patrimoine culturel ne nous donne pas les outils nécessaires pour intervenir de manière efficace et adéquate auprès du patrimoine paysager.

La protection du patrimoine pour ses valeurs

La notion de la valeur économique comme actif du développement de la société nous apparaît fort pertinente puisqu'elle vient renforcer les démarches de protection dans un univers où les projets de nature économique ont souvent meilleure écoute que les projets à caractère culturel. Nous souhaitons vivement que cet élément apparaisse dans la future loi et qu'on en assure sa mise en application. Nous nous questionnons toutefois sur les mesures qui permettront de la concrétiser. Chose certaine, pour prendre une part active au développement économique, il y aurait certainement lieu **d'encourager ou d'imposer les mesures de recyclage du patrimoine immobilier.**

Le cadre d'action à niveaux multiples

Le livre vert met en évidence le besoin imminent d'établir un dialogue et une collaboration active entre les différents partenaires (municipalités, ministères, organismes locaux, etc.). À ce titre, **une politique du patrimoine à l'échelle municipale, à l'image de la politique culturelle, serait un outil à privilégier, même si la majorité des politiques culturelles locales ont intégré le secteur du patrimoine dans les enjeux, orientations et objectifs de développement culturel.** En effet, non seulement, la politique du patrimoine permettrait d'établir, dans un exercice de concertation, un constat et de dégager les forces et les faiblesses mais elle permettrait aussi de planifier et de mettre en œuvre les principes et actions nécessaires à sa protection et à sa mise en valeur. Ainsi, la politique du patrimoine constituerait un outil adapté à chaque réalité locale pour la mise en application de la future loi. **De plus, nous croyons que s'il est pertinent que les municipalités se dotent d'une politique du patrimoine, cela l'est tout autant au niveau national, particulièrement dans le contexte où la révision de la Loi sur les biens culturels pourrait proposer un élargissement du champ d'application de la loi.**

Force est d'admettre que la protection du patrimoine se fait trop souvent de manière réactive et improvisée. Dans un tel contexte, le financement est plus difficile à assurer et les problèmes risquent de s'aggraver. Hors certains projets, notamment le projet archéologique du Domaine Longwood, ont démontré qu'une planification des démarches permet d'arriver à des résultats intéressants, et ce, pour l'ensemble des intervenants. Nous croyons en effet que la prévention doit s'insérer plus activement dans la protection du patrimoine en engageant les partenaires dans une démarche proactive, en amont des problèmes. À cet effet, le plan de conservation semble une piste à explorer. **Favoriser l'implantation d'équipe interdisciplinaire en patrimoine au sein des municipalités d'une certaine envergure qui englobe les différentes notions du patrimoine culturel permettrait également d'intervenir de manière plus proactive.**

En ce qui a trait au partage des responsabilités, le partage proposé semble disproportionné quant à la possibilité des municipalités à intervenir dans tous les volets du patrimoine. En effet, on se demande à la lecture du Livre vert où les municipalités trouveront-elles les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires à assumer ce transfert de responsabilités et en assurer adéquatement la connaissance, la protection et la mise en valeur ? **Nous comprenons que l'État aussi a des moyens financiers et des ressources humaines limités mais en raison de son expertise et sa vision d'ensemble, l'État québécois devrait continuer à jouer un rôle important afin d'assurer une homogénéité de traitement et de garantir une qualité d'expertise et d'intervention.**

2. Reconnaissance et protection

Le plan de la connaissance et de la reconnaissance

Nous sommes tout à fait favorables à une appropriation collective du patrimoine. Toutefois, le constat et la proposition faits dans le Livre vert, quant au partage des responsabilités, ne sont pas sans créer de malaise. En effet, tous s'accordent sur l'importance d'élargir la définition du patrimoine aux paysages et au patrimoine immatériel et à mieux définir l'étendue du patrimoine mobilier. Mais de quels outils les municipalités disposent-elles pour assurer le développement de la connaissance et la saine gestion de ces nouvelles facettes? En ce qui concerne le patrimoine immobilier, les municipalités disposent d'outils d'urbanisme qui permettent de protéger et bénéficient parfois des ressources humaines (urbanistes et architectes). La Ville de Lévis, est un milieu privilégié puisqu'elle dispose de ressources professionnelles pour gérer son patrimoine immobilier et mobilier. Toutefois, cette situation ne reflète pas l'ensemble des municipalités du Québec. À ce propos, notons que plusieurs petites municipalités ne peuvent bénéficier de ressources professionnelles et n'ont pas de comités consultatifs d'urbanisme et, de ce fait, ne peuvent même pas avoir recours au Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) pour protéger leurs centres-villes. Selon la proposition actuelle, on leur ajouterait en plus la responsabilité de la connaissance et de la gestion du patrimoine immatériel et mobilier et des paysages. Peuvent-elles assumer ce rôle nécessitant entre autres l'expertise d'ethnologues et d'architectes paysagers? Auront-elles les ressources financières pour le faire? Si les ressources ne suivent pas, ces dimensions patrimoniales continueront, par conséquent, d'être menacées.

Patrimoine mobilier (archivistique et documentaire)

En ce qui concerne le patrimoine mobilier que sont les archives, la Ville de Lévis s'est récemment dotée d'une Politique culturelle qui favorise, entre autres, la conservation du patrimoine archivistique et son accessibilité. Malgré cela, dans certains cas, nous n'avons pas les ressources pour faire face à la musique. Prenons l'exemple, de la sauvegarde « in extremis » des archives et objets des Industries Davie. La Ville de Lévis, avec l'aide de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) a entrepris de longues démarches auprès du syndic pour éviter temporairement le pire. La municipalité n'a pas de solution présentement pour encadrer ce genre de situations d'urgence et encore moins pour empêcher les syndics de s'en prendre aux éléments patrimoniaux. De plus, le manque de ressources disponibles pour aider à la sauvegarde des archives historiques privées et des collections importantes, telle que celle du Collège de Lévis, est une autre réalité pour laquelle la Ville de Lévis se fait interpeller par son milieu.

Toutefois, sans vouloir réduire le rôle des autres intervenants, nous pensons qu'il faut rappeler la responsabilité et le rôle de l'État dans le domaine du patrimoine. Le patrimoine documentaire ou littéraire, en plus de sa valeur intrinsèque, contribue à la valorisation des autres patrimoines puisqu'il les documente et les enrichit. Les municipalités devraient ajouter cet aspect de la diffusion et la conservation des fonds documentaires locaux dans leur politique culturelle. Pierre-Georges-Roy, lévisien d'origine, en plus d'être le premier archiviste du Québec, a contribué, par ses nombreux écrits publiés, à la connaissance de la vie quotidienne des lévisiens à son époque, constituant ainsi un legs inestimable. Les bibliothèques publiques sont souvent les dépositaires de ces trésors d'information. **Nous pensons que la future Loi sur le patrimoine culturel devrait comporter des mécanismes plus flexibles et rapidement applicables de protection du patrimoine archivistique et documentaire pour éviter des pertes irréparables.**

La Ville de Lévis est également en accord avec les recommandations de la BAnQ qui visent à ce que la Loi sur le patrimoine culturel intègre concrètement le patrimoine documentaire dans ses diverses composantes, qu'elle affirme l'importance et la nécessité de constituer, de conserver et de rendre accessibles des collections régionales patrimoniales de documents publiés, en plus de reconnaître de manière explicite l'importance du patrimoine documentaire numérique comme composante essentielle du patrimoine québécois actuel et futur.

Patrimoine immatériel

Concernant le patrimoine immatériel, il est nécessaire de se questionner quant à la disponibilité des municipalités à remplir efficacement le rôle proposé notamment en ce qui a trait à l'attribution du statut de citation visant des pratiques portées par des individus. La Ville de Lévis, par des initiatives telles que les Prix du patrimoine, encourage et souligne à la mesure de ses ressources les actions en conservation et en mise en valeur des porteurs de savoirs et de traditions. Or, il va sans dire que le manque d'expertise devient plus problématique si les municipalités doivent assumer, seules, cette responsabilité et tout ce qui en découle.

Patrimoine paysager

Le paysage est devenu un sujet d'intérêt général, parce qu'il contribue de façon très importante au bien-être des citoyens et que ces derniers ne peuvent plus accepter de subir un paysage en tant que résultat d'évolution, de nature économique, technique, décidé sans eux. Le paysage est l'affaire de tous et doit être traité de manière démocratique.

L'appropriation d'un paysage donne aux citoyens l'occasion de s'identifier à un territoire, à une ville, à un milieu de vie. Ils sont ainsi en mesure de consolider à la fois leur identité et leur épanouissement collectif.

La recherche et l'atteinte de l'épanouissement collectif sont la base du développement durable et la qualité du paysage constitue un élément essentiel pour la réussite des initiatives de développement soutenues par la municipalité. Tout développement doit viser l'amélioration de la qualité de vie du milieu et veiller à ce que les populations, les institutions et les collectivités reconnaissent leurs intérêts dans les actions de développement.

Afin de répondre aux attentes de la population, il est essentiel d'ancrer autant que possible les décisions publiques de gestion du territoire entre les mains de la municipalité. La relation entre l'utilisation du territoire comme ressource et comme milieu de vie est une condition nécessaire pour que l'on puisse réaliser du développement durable. Dans cette perspective, il est nécessaire que la municipalité soit en mesure d'assumer des responsabilités en matière de gestion paysagère.

Élaborer le paysage n'est pas statique, il est dynamique et, que nous le voulions ou non, le paysage se modifie dans le temps. Dans ce contexte, **il est impératif d'élaborer des outils de gestion de l'évolution paysagère plutôt que d'aborder le paysage dans un volet protectionniste. Ces outils doivent être développés dans une perspective d'évolution et d'intégration paysagère, ce qui permettra à la municipalité d'intégrer de nouveaux projets dans le paysage sans qu'il y ait négation de l'existant.**

Le plan de la protection

Pour une protection optimale et pour favoriser le dialogue entre la municipalité et l'État, toute aire de protection devrait être arrimée à un PIIA. Dans ces cas précis, il va sans dire que la municipalité semble la mieux placée pour réglementer et assurer un suivi « terrain » adéquat. Il faudrait toutefois prévoir des mécanismes pour s'assurer d'une vision commune de ces aires afin d'éviter des objectifs de mise en valeur et de protection qui divergent. Il faudrait aussi prévoir, en cas de litiges, quelle instance a juridiction sur l'autre. Nous sommes favorables à la formule de symétrie des statuts, dans l'optique où le partage des responsabilités est clair, à la fois dans son application mais également dans sa compréhension de la part des citoyens. En ce sens, la transparence des décisions et même la diffusion des informations sont de mise.

Il incombe aussi de préciser que le PIIA est un élément faible légalement. En effet, celui-ci ne permet pas d'imposer des conditions. La révision partielle de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et l'aménagement devrait permettre un renforcement du PIIA en octroyant aux municipalités le pouvoir d'imposer des conditions.

Il faut éviter qu'une municipalité, par ses outils d'urbanisme tel que le PIIA soit plus sévère que les règles régissant le classement, par exemple. Également, pour faciliter les démarches des propriétaires de biens classés, nous proposons que la municipalité devienne le guichet unique pour effectuer une demande de permis. La municipalité pourrait faire le pont entre le propriétaire et le ministère, assurant ainsi une communication entre les partenaires, favorisant une vision commune et allégeant la tâche du propriétaire.

Actuellement, la municipalité peut mettre en place ou non un PIIA et tous les dossiers sont traités au même niveau. Soulignons à ce propos que le remplacement d'un garde-corps d'une galerie nécessite les mêmes délais et les mêmes étapes que l'insertion d'une maison neuve dans un milieu sensible. **Peut-être pourrait-il y avoir une distinction entre les permis mineurs et les permis majeurs.** Étant donné que les délais constituent un irritant majeur pour les propriétaires, il faut trouver des moyens pour réduire les impacts négatifs et permettre à la population de voir les bienfaits du PIIA plutôt que les inconvénients.

De même, **des ententes d'aide financière devraient être conclues entre les municipalités et l'État pour venir soutenir les travaux de restauration sur les bâtiments assujettis au PIIA.** Bien que le Fonds du patrimoine culturel ouvre cette porte, les exigences administratives rendent l'exercice de gestion très lourd pour les municipalités. Nous sommes d'avis que tout bâtiment patrimonial, qu'il ait ou non perdu ses qualités architecturales, s'il est soumis à une réglementation visant le retour à l'état d'origine, a droit à une compensation financière, si minime soit-elle.

Puisque tout ne mérite pas un statut de classement ou de citation, il importe toutefois de continuer à encourager d'autres mesures réglementaires visant la conservation et la mise en valeur du patrimoine par le Fonds du patrimoine culturel québécois (volet 2).

Le Livre vert réfère beaucoup aux instruments d'urbanisme dont le schéma d'aménagement et le PIIA, toutefois, **le règlement de démolition, qui semble peu exploité par les municipalités, pourrait être un outil qui garantit un certain contrôle contre les abus de démolition de bâtiments patrimoniaux.** À Lévis, le règlement de démolition est devenu un incontournable en matière de protection du patrimoine bâti, notamment dans les cas d'abus de démolition dans des lieux prisés depuis toujours (ex : en bordure fluviale, où les terrains valent beaucoup plus cher que les bâtiments patrimoniaux). Quant aux servitudes de protection déjà expérimentées en Ontario, selon la description qui en est faite, elles semblent être un outil à encourager.

D'autre part, mentionnons que la future Loi sur le patrimoine culturel devrait **accompagner les municipalités dans l'implantation d'outils de reconnaissance et de protection pour les domaines patrimoniaux mobilier, immatériel et paysager, et ce, au même titre que pour le patrimoine immobilier.**

La protection de l'archéologie

Dans le domaine de l'archéologie, il faudrait s'assurer de protéger non seulement les découvertes fortuites, tel que la Loi sur les biens culturels le prévoit actuellement, mais de protéger systématiquement les sites connus. À cet effet, tel que le statut de classement le prévoit, nous proposons de **faire figurer dans les actes notariés des propriétés, les sites archéologiques identifiés d'un code Borden.**

La simplification des statuts

En ce qui concerne la simplification des statuts, la formule proposée semble être appropriée. Toutefois, dans une période où les ressources financières relatives à l'entretien, la restauration et la mise en valeur de ces biens sont limitées, nous devrions en profiter pour nous pencher sur les statuts accordés lorsque l'État disposait de plus de ressources. En effet, à une certaine époque, les classements étaient accordés généreusement. Aujourd'hui, l'État semble hésiter à accorder des classements en raison de l'implication financière que cela suppose. Toutefois, il y aurait peut-être lieu d'effectuer une révision des cas de classements accordés dans le passé. Le gouvernement fédéral révisé lui-même ses monuments et lieux historiques nationaux. Ce constat nous amène à conclure que, malheureusement, le patrimoine significatif, même reconnu par les autorités fédérales et provinciales, ne bénéficie pas toujours des soins adaptés à sa condition.

Concernant les critères d'attribution de statut, nous sommes d'avis qu'il ne faut pas figer les critères à l'intérieur de la loi afin d'assurer une souplesse à l'analyse et de permettre à la future loi d'évoluer ouvertement.

À l'image de l'analyse des dossiers de classement réalisés par le ministère, les municipalités devraient aussi être guidées pour se doter d'une politique de citation. La citation est actuellement trop souvent utilisée pour protéger de la démolition (ce que le règlement de démolition devrait pouvoir très bien faire) ou pour octroyer des subventions (ce que le PIIA permet en principe via le Fonds du patrimoine culturel québécois ou ce qu'un programme d'aide financière municipal à la restauration ou au recyclage pourrait faire). Pourtant, le geste d'octroyer un statut, qu'il soit municipal ou gouvernemental, devrait être réfléchi et analysé dans l'ensemble du potentiel local ou national. À Lévis, le monastère du Précieux-Sang a été cité mais en réalité, si nous avons analysé objectivement ce bâtiment parmi tous les autres bâtiments institutionnels et religieux locaux, ce bâtiment serait arrivé peut être au 8^e rang en importance et signification. En effet, comment expliquer que le Collège de Lévis, dont l'histoire et le patrimoine architectural est manifeste, ne possède aucun statut municipal ou national? Chose certaine, lorsqu'un bien est jugé d'intérêt national, la responsabilité devrait impérativement incomber à l'État, et non uniquement à la municipalité quant à sa conservation (financement, aide technique, aspect légal, etc.).

3. Consultation

Le Conseil du patrimoine culturel du Québec

Il apparaît intéressant de dégager le côté administratif du Conseil afin qu'il se consacre entièrement aux consultations et à la recherche.

Le mandat semble adapté aux nouveaux besoins. **Toutefois, il nous apparaîtrait opportun de permettre au Conseil du patrimoine culturel du Québec de procéder au déclassement de certains biens culturels.** De plus, il faudrait mettre en place des mécanismes de communication afin que le Conseil transmette aux municipalités concernées les dossiers de classement pour que celles-ci soient mises au courant de la valeur de ces biens et des particularités qui en font un bien national. Elles pourraient ainsi inclure ces informations à même l'ensemble de ses outils (schéma d'aménagement, plan d'urbanisme, règlements, politique culturelle, schéma de planification et de gestion, plan d'action, plan d'entretien des bâtiments patrimoniaux, etc).

Ajoutons que le Conseil pourrait toutefois garder un œil sur les dossiers plus litigieux ou comportant un caractère d'urgence (ex : les cas où une ville via son PIIA serait plus sévère que le MCCCCF et les cas, comme le sauvetage des archives de la Davie, où une intervention rapide s'avère nécessaire). Il pourrait ainsi avoir un rôle d'appel au niveau des permis.

Quant à la Direction du patrimoine, celle-ci devrait s'occuper de l'émission des permis et de l'autorisation des travaux ; cela éviterait les délais. La direction devrait à l'instar des municipalités dans le cadre des PIIA faire connaître leurs objectifs ainsi que les critères d'analyse.

4. Rôle des intervenants

Le transfert de gestion aux municipalités

L'expérience des dernières années démontre bien le besoin d'un meilleur arrimage entre les responsabilités de l'État et celles des municipalités. Or, il faut admettre que la question de transfert de responsabilités n'est pas sans créer d'inquiétudes. À première vue, le principe est louable puisque les municipalités ont une meilleure connaissance de leur territoire. Par contre, cette proximité avec le territoire comporte aussi ses défauts. En ce sens, l'État, de par son statut, doit garder un regard extérieur, non-soumis à la pression du développement économique.

L'État doit absolument conserver son rôle d'éclaireur et de législateur. Actuellement, dans la région de Chaudière-Appalaches, nous disposons de l'expertise d'une journée architecte par semaine. Cette aide technique est insuffisante pour une région aussi riche en biens patrimoniaux reconnus. Qu'advient-il des autres champs d'expertise englobés dans la nouvelle loi? Nous suggérons que **l'aide technique (ethnologue, archéologue, architecte paysager, architecte) devrait être fournie par les directions régionales sous forme de banque d'heures, adaptées à la grandeur de chaque territoire et de leurs ressources patrimoniales.**

En effet, il est certain que toutes les municipalités n'auront pas les moyens de s'offrir les expertises nécessaires. La Ville de Lévis appuie donc la recommandation de l'Union des municipalités du Québec quant à la nécessité que des ressources expertes soient mises à la disposition des municipalités pour leur permettre d'assumer leurs responsabilités.

Nous croyons que l'État doit non seulement jouer un rôle de modèle dans ses interventions sur le patrimoine culturel qu'il classe, mais il doit orienter les municipalités et jouer un rôle de « leader » dans le domaine de la protection et de la mise en valeur du patrimoine. L'état doit également conserver son pouvoir de sanction et surtout, le renforcer et l'appliquer.

Nous soulevons également les questions relatives aux sanctions prévues lors d'infractions. Actuellement, bien que peu appliquées, les amendes sont plus importantes via la loi que le règlement. Les règles dissuasives tant légales (provincial) que réglementaires (municipal) devraient s'additionner. Les mécanismes de communication entre les instances municipale et gouvernementale (par le biais des directions régionales) doivent être améliorés pour en renforcer l'effet dissuasif. Les sanctions devraient être imposantes et indexées au coût de la vie et l'application des sanctions devrait être systématique et non arbitraire.

L'archéologie

Depuis quarante ans, le territoire lévisien a fait l'objet de nombreuses interventions archéologiques. Il en ressort que ce type de patrimoine est d'une très grande richesse, notamment pour la période archéologique préhistorique durant laquelle on retrouve des sites neuf fois millénaires. Il en résulte que le domaine archéologique est grandement considéré à la Ville de Lévis. Nous sommes d'avis que les rôles des intervenants doivent être clairement précisés afin de s'assurer un engagement soutenu dans les responsabilités qui leur sont propres. L'expérience démontre que la détérioration ou la perte de certains biens patrimoniaux est conséquente d'un manque de dialogue entre les intervenants. À l'inverse, la communication, l'arrimage des forces, des connaissances et des pouvoirs municipaux et gouvernementaux peuvent garantir le succès d'un projet.

En effet, le domaine de l'archéologie illustre bien l'importance de la clarification des rôles puisqu'il touche à plusieurs sphères d'intervention (ministères, promoteurs, travaux publics, développement économique, urbanisme, etc.). Consciente de la richesse archéologique du territoire, la Ville de Lévis s'est dotée, depuis quelques années, d'outils de connaissance en archéologie grâce à la collaboration du ministère afin d'en assurer sa saine gestion. Un débalancement s'est alors créé quant à la connaissance archéologique du territoire en faveur de la municipalité. Ainsi dotée d'outils de connaissance, la municipalité peut donc sembler, à prime abord, mieux placée pour encadrer les activités archéologiques de son territoire, mais en pratique, est-ce vraiment réaliste? D'autant plus qu'elle ne dispose ni des ressources humaines, matérielles et financières pour en assumer entièrement la responsabilité.

En parallèle de la connaissance archéologique du territoire, il faut bien comprendre que le milieu municipal oriente, entre autres, les projets de développement et se situe à un niveau privilégié pour en gérer les différentes interventions. Or, sa proximité avec les projets de développement place les intervenants municipaux dans une position inconfortable (et possiblement peu avantageuse pour la ressource archéologique) en opposant les besoins incessants de développement et la nécessité de protéger la ressource archéologique. Il résulte de ce constat que la municipalité ne peut assumer la responsabilité légale de l'archéologie. La présence de l'État dans les dossiers d'archéologie garantit une distance essentielle à sa sauvegarde. Un désengagement de l'État en matière d'archéologie priverait les municipalités d'un allié primordial pour faire valoir l'importance du patrimoine archéologique et en assurer sa pérennité. C'est pourquoi la collaboration entre les municipalités et l'État doit être incontestablement développée et que **l'État doit conserver sous sa gouverne l'aspect légal et renforcer sa mise en application, et ce, au même titre que les normes environnementales qui répondent à des exigences légales** (ex : décontamination).

Les réseaux

La mise en place de réseaux de professionnels du domaine culturel permet un échange d'expertise et d'information à la grandeur du Québec. Les membres de ces réseaux sont des acteurs privilégiés pour la protection et la mise en valeur du patrimoine culturel. Nombre d'entre eux ont été interpellés, par exemple, dans l'exercice de politiques culturelles, de mise en place de cadre de gestion du patrimoine et de nombreux autres projets de recherche, inventaires, mise en valeur et de diffusion. Du fait de leur situation avantageuse, ces agents pourraient certainement prendre part à la mise en place de telles politiques axées sur le patrimoine, grâce à une étroite collaboration avec les directions d'urbanisme et de l'environnement.

5. Financement

D'entrée de jeu, sur la question du financement, la Ville de Lévis est préoccupée à l'effet qu'il ne faudrait pas que la délégation de nouvelles responsabilités patrimoniales aux municipalités se fasse au détriment des autres domaines culturels qu'elles soutiennent et sans l'aide financière requise pour assumer de nouvelles responsabilités confiées par l'État québécois.

La Ville de Lévis rappelle, au même titre que l'Union des municipalités du Québec, **qu'un plan d'action accompagné des ressources financières et expertes adéquates et pérennes sera essentiel à l'application de la future loi et indispensable à l'implication et à l'engagement des différents acteurs impliqués dans la protection et la mise en valeur du patrimoine culturel et, particulièrement, pour les municipalités dont les responsabilités pourraient être accrues de manière significative.**

Le recyclage

Le recyclage est un moyen efficace de préservation et de mise en valeur du patrimoine immobilier. Nous souhaiterions donc qu'il y ait des moyens pour encourager à considérer les cas de recyclages avant de procéder à de nouvelles constructions, quand il y a adéquation entre les besoins et la vocation prévue du bâtiment. Financièrement parlant, le Fonds du patrimoine culturel encourage peu le recyclage car il est rigide. Ajoutons que si l'État participe au financement, il peut aussi exiger une certaine qualité en échange de sa collaboration financière.

Le programme d'exemption de taxes

Le programme d'exemption semble plus lourd administrativement qu'il ne rapporte. Comment d'ailleurs s'assurer que ces sommes sont utilisées à des fins d'entretien ou de restauration ? **Ne vaudrait-il pas mieux mettre ces sommes (de plus petite envergure que celles disponibles via le Fonds du patrimoine culturel québécois) dans un programme d'aide à l'entretien préventif ?** Cela pourrait s'arrimer au plan de conservation proposé dans le Livre vert. Les municipalités seraient ainsi libérées d'un poids administratif et le MCCCCF serait lui aussi dégagé d'une mesure dont l'effet est, au bout du compte, difficilement mesurable. Chose certaine, si l'on conserve cette mesure d'aide financière, il faudrait s'assurer que ces sommes sont utilisées à des fins d'entretien.

Le Fonds du patrimoine culturel québécois

Il est dommage de voir que le Fonds du patrimoine culturel québécois ne subventionne pas les travaux d'entretien. On peut y voir là un encouragement à laisser un bâtiment se dégrader au point de devoir effectuer des travaux de restauration. **L'entretien préventif devrait être encouragé dans le cadre du Fonds du patrimoine culturel québécois, au même titre que les interventions d'urgence.**

Un tel projet de loi ne peut s'assurer de succès sans voir au financement. **L'État doit pérenniser le financement via le Fonds du patrimoine culturel québécois en s'assurant de réserver également des sommes pour tous les volets du patrimoine, qu'il soit immobilier, mobilier, immatériel et paysager. La Ville de Lévis souligne toute l'importance de la proposition concernant la création d'un fonds renouvelable pour la protection du patrimoine culturel.**

Quant à la restauration d'immeubles patrimoniaux, il faudrait que les artisans puissent être reconnus d'un point de vue académique de manière à ce que les propriétaires bénéficient d'une main d'œuvre spécialisée et qualifiée.

Enfin, il serait souhaitable que la nouvelle loi sur le patrimoine culturel **donne le pouvoir aux municipalités d'octroyer, par résolution, une aide financière pour les bâtiments patrimoniaux qu'elle juge significatifs sur son territoire** (restauration et recyclage) plutôt que de devoir impérativement passer par une citation.

Résumé des recommandations

Objectifs, définition et principes

- La notion de patrimoine immatériel doit être mieux définie. À cet égard, la Ville de Lévis suggère de retenir la définition contenue dans la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ;
- Déterminer des moyens concrets de permettre au patrimoine culturel de participer au développement économique, par exemple, par le biais du recyclage ;
- À l'image des politiques culturelles locales, encourager la mise en place de politiques du patrimoine dans les municipalités. La Ville de Lévis invite le Gouvernement du Québec à réfléchir à l'opportunité de se doter d'une politique du patrimoine, particulièrement dans le contexte où la révision de la Loi sur les biens culturels pourrait proposer un élargissement du champ d'application de la loi ;
- Favoriser l'implantation d'une équipe interdisciplinaire au sein des municipalités qui englobe les différentes notions du patrimoine culturel ;
- En raison de son expertise et sa vision d'ensemble, l'État québécois devrait continuer à jouer un rôle important afin d'assurer une homogénéité de traitement et assurer une qualité d'expertise et d'intervention.

Reconnaissance et protection

- Instaurer des mécanismes plus flexibles et rapidement applicables de protection du patrimoine archivistique et documentaire pour éviter des pertes irréparables ;
- Élaborer des outils de gestion de l'évolution paysagère plutôt que d'aborder le paysage dans un volet protectionniste. Ces outils doivent être développés dans une perspective d'évolution et d'intégration paysagère, ce qui permettra à la municipalité d'intégrer de nouveaux projets dans le paysage sans qu'il y ait négation de l'existant.
- Déterminer deux procédures pour des permis mineurs et permis majeurs relatifs à des bâtiments ayant un statut patrimonial ;
- Encourager la conclusion d'ententes entre les municipalités et le MCCCCF pour des programmes d'aide à la restauration pour les bâtiments patrimoniaux assujettis aux PIIA ;
- Encourager les municipalités à se doter de règlements de démolition pour protéger les biens immobiliers patrimoniaux ;

- Accompagner les municipalités dans l'implantation d'outils de reconnaissance et de protection pour les domaines patrimoniaux mobilier, immatériel et paysager, et ce, au même titre que pour le patrimoine immobilier ;
- Ajouter, aux actes notariés d'une propriété, les sites archéologiques connus et identifiés d'un code Borden ;

Consultation

- Permettre au Conseil du patrimoine culturel du Québec de procéder au déclassement de certains biens culturels qui ne sont plus significatifs ;

Rôle des intervenants

- Donner les ressources nécessaires aux directions régionales pour leur permettre de fournir une aide technique aux municipalités sous forme de banque d'heures, adaptées à la grandeur de chaque territoire et de leurs ressources patrimoniales ;
- Conserver l'archéologie sous la responsabilité de l'État et en renforcer l'aspect légal au même titre que les normes environnementales qui doivent répondre à des exigences légales ;

Financement

- La Ville de Lévis rappelle, au même titre que l'Union des municipalités du Québec, qu'un plan d'action, accompagné des ressources financières et expertes adéquates et pérennes sera essentiel à l'application de la future loi et indispensable à l'implication et à l'engagement des différents acteurs impliqués dans la protection et la mise en valeur du patrimoine culturel, particulièrement pour les municipalités dont les responsabilités pourraient être accrues de manières significatives ;
- Plutôt que de reformuler le programme d'exemption de taxes, démarrer un programme d'aide à l'entretien préventif ;
- Assurer un financement constant et renouvelé, en réservant des sommes pour tous les volets du patrimoine, qu'ils soient immobilier, mobilier, immatériel et paysager. La Ville de Lévis souligne toute l'importance de la proposition concernant la création d'un fonds renouvelable pour la protection du patrimoine culturel ;
- Donner le pouvoir aux municipalités d'octroyer une aide financière par résolution pour les bâtiments patrimoniaux qu'elle juge significatifs sur son territoire plutôt que de devoir impérativement passer par une citation.

Équipe de rédaction

Direction de l'Urbanisme et des arrondissements

Gilles Dupuis, conseiller en architecture

David Gagné, conseiller en histoire

Isabelle Roy, conseillère de développement en patrimoine

Direction de la Vie communautaire

Vanessa Lejeune, historienne contractuelle

Nathalie Morissette, archiviste, secteur des archives historiques privées

Nathalie Ouellet, chef du Service des arts et de la culture

Suzanne Rochefort, chef du Service des bibliothèques

Version du 27 mars 2008